RAPPORT ANNUEL 2008

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COMMERCANT(E) DETAILLANT(E)S (PRECACD)

MLI0602411

25 MARS 2008

La coopération belge au développement .be

Table des matières

1 Fiche projet (1 page) ... 4

2 Situation actuelle en bref (1 page) ... 5

3 Bilan de la planification des activités ... 6

3.1 Aperçu des activités ... 6

3.2 Analyse de la planification des activités ... 6

4 Bilan des finances ... 7

4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier ... 7

4.2 Analyse du planning financier (1 page) ... 8

5 Suivi des indicateurs (max. 3 pages) ... 9

5.1 Objectif spécifique ... 9

5.2 Résultats ... 9

5.3 Évolution des indicateurs (graphique) ... 9

6 Appréciation des critères de suivi (max. 3 pages) ... 10

6.1 Efficience ... 10

6.2 Efficacité ... 10

6.3 Durabilité ... 10

7 Mesures et recommandations (Max. 2 pages) ... 11

7.1 Synthèse des critères d'appréciation ... 11

7.2 Recommandations ... 11

8 Nouveau Planning (année n+1) (Max. 4 pages) ... 12

8.1 Planning des activités de l'année 2009 ... 12

8.2 Planning financier de l'année 2009 ... 14

9 Conclusions ... 16

9.1 Activités et Finances ... 16

9.2 Critères de suivi ... 16

9.2.1 Efficience ... 16

9.2.2 Efficacité ... 16

9.2.3 Durabilité ... 16

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations ... 16

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités ... 16

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier ... 16

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique ... 16

9.3.4 Autres recommandations ... 16

10 Annexes 17

10.1 Cadre logique..... 17

1 FICHE PROJET (1 PAGE)

Chronologie et documents

Phase	EXE				
Début projet	01/07/2008	**Durée projet**	24 mois	**Fin projet**	30/06/2010
Début CS	18/12/2006	**Durée CS**	42 mois	**Fin CS**	17/06/2010

01/07/2008	Début des activités du projet
27/05/2008	SMCL de démarrage
24/04/2008	Notification par la DGCD de la signature de la CMO
18/04/2008	Signature de la Convention de Mise en Œuvre (CMO)
18/12/2006	Signature de la Convention Spécifique entre la République du Mali et le Royaume de Belgique

Description

Ce projet de **979.220 d'euros, dont 875.000 de la partie belge** couvre 3 composantes :

- Accès au crédit : un fonds de garanties sera mis en place auprès de quelques banques pour garantir 1000 à 2000 crédits octroyés par ces banques aux commerçants détaillants
- Accès à la formation : une formation en gestion de base pour 2160 personnes et une formation plus élaborée (Gérer mieux votre entreprise) pour 480 commerçants détaillants
- Microprojets pour la promotion et le renforcement du professionnalisme et de la rentabilité du commerce de détail

Le secteur du commerce de détail emploie 2 millions de personnes et contribue au PIB pour 13,7%. Le Projet d'Appui aux Commerçant(e)s Détaillant(e)s (PRECACD) a appuyé un processus de formalisation de ces entreprises à travers la mise en place de 18 Centres de Gestion Agréés (CGA). Le PRECACD travaille avec des organisations qui opèrent déjà dans ce secteur (le FARE, le FAFPA, le PACD) en se basant au maximum sur les mécanismes existants pendant une durée limitée du projet de 2 ans.

Objectifs

Objectif Global
Contribuer à améliorer le commerce de détail et à lutter contre la pauvreté des personnes exerçant dans ce secteur

Objectif Spécifique
le développement durable du commerce de détail dans une approche de formation des acteurs et d'implication du système bancaire est assuré sur l'ensemble du territoire national, à travers 18 CGA et à travers des associations de femmes. Il atteindra 2.000 à 2.300 commerçant(e)s détaillant(e)s

Finance

Budget Régie	72.500 €
Budget Cogestion	802.500 €
Budget Total (partie belge)	**875.000 €**

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF (1 PAGE)

1. 3 comités de pilotage (SMCL) ont été tenus :
   - le premier a porté sur la validation du DTF,
   - le deuxième a porté sur le même sujet ainsi que sur les informations générales sur le projet,
   - le troisième comité a porté sur le démarrage des activités du PRECACD. Il s'agit de :
     - Rappel des Modalités d'Exécution,
     - Présentation de la Programmation Budgétaire et du Plan de Travail pour le premier semestre,
     - Lancement du projet,
     - Divers.

2. Les comptes bancaires ont été ouverts.

3. La convention de mise en œuvre entre tous les partenaires a été signée et une copie a été transmise à tous. Les signataires sont :
   - Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
   - Le Ministère de l'Economie de l'Industrie et du Commerce,
   - Le Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi (FARE),
   - Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA),
   - La Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali,
   - L'Association des Commerçants Détaillants du Mali,
   - L'Ordre des Comptables agrées et Experts Comptables.

4. Une programmation des activités à mener et des décaissements à effectuer a été faite en collaboration avec la CTB.

5. Une rencontre d'information avec les représentants des commerçants détaillants et la cellule de coordination du Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants a été organisée.

6. La liste des personnes à former a été transmise au FARE.

7. La rencontre avec le FAFPA dans le but d'assurer le financement de la formation qui est prévue comme contribution de la partie malienne.

8. La Convention de garantie entre la banque et le FARE a été élaborée et acceptée par les deux parties signataires. Elle a été transmise pour avis à la CTB.

Le projet est encore à la phase de mise en place. A part ces actions citées ci-haut aucune activité propre, objet du projet n'a encore été réalisée.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1 Aperçu des activités

Il est important de signaler que le PRECACD est initié pour une durée de 24 mois. Vu qu'aucune activité basée sur les ressources du projet n'a encore été réalisée, il apparaît un écart entre les prévisions et les réalisations au titre de l'année 2008.

Ainsi le planning des décaissements établi en rapport avec la CTB est resté intact et les raisons sont diverses :

- une procédure de signature de la convention de partenariat citée plus haut qui s'est extraordinairement allongée dans le temps,
- le changement de responsable du projet au niveau de la CTB a entrainé une certaine rupture dans la procédure d'avancement du projet. En effet le PRECACD est un projet un peu atypique dans le système de la CTB, raison pour laquelle il est important d'avoir une certaine stabilité pour sa mise en œuvre.
- La mise en place de la contrepartie malienne pour la formation.

3.2 Analyse de la planification des activités

Cfr point 3.1 ci-dessus.

4 BILAN DES FINANCES

4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Comme souligné ci-haut, aucune activité a encore été réalisée dans le cadre du PRECACD et alors aucune dépense a été faite.

4.2 Analyse du planning financier (1 page)

Dans le planning initial 2008 (fait dans le deuxième semestre 2008), les activités suivantes étaient prévues :

- Mise à disposition d'une première partie du fonds de garantie ;
- La réalisation d'une partie des formations ;
- Le lancement d'un premier appel à projet ;
- La réalisation des investissements ;
- Quelques frais de fonctionnement.

Activités	**Budget prévu 2008**	**Dépenses réalisées 2008**
R1 Accès au financement	90.000 €	0 €
R2 Accès à la formation	35.600 €	0 €
R3 Microprojets	39.000 €	0 €
Moyens généraux	30.600 €	0 €
TOTAL	164.600 €	0 €

Explication :

- Voir ci-haut

5 SUIVI DES INDICATEURS (MAX. 3 PAGES)

5.1 Objectif spécifique

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

5.2 Résultats

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

5.3 Évolution des indicateurs (graphique)

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI (MAX. 3 PAGES)

6.1 Efficience

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

6.2 Efficacité

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

6.3 Durabilité

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS (MAX. 2 PAGES)

7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Pas d'application vu que le projet ne démarrera effectivement qu'en 2009.

7.2 Recommandations

Durant les comités de pilotage tenus, la question relative au mode de déblocage du fonds de garantie prévu dans le DTF a été largement débattue. En effet ce mode de déblocage séquentiel prévu dans le document n'est pas adapté au financement de ce type d'activité car il diminue les chances d'obtenir un bon coefficient multiplicateur de la banque. En plus, cela peut entraîner des ruptures dans la chaîne de financement car il a été prouvé que le remboursement est fonction du financement.

Tout en notant avec intérêt cette observation, le comité a jusque là retenu de garder le statuquo avec la possibilité de soumettre la question à la décision du Comité de Pilotage après le démarrage du projet.

Toutefois il est souhaitable de constituer un fonds de garantie consistant dans le but d'obtenir de meilleures conditions auprès de la banque.

8 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N+1) (MAX. 4 PAGES)

8.1 Planning des activités de l'année 2009

		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Coût €
	RESULTAT 1													
AR1LB1	Fonds de garantie				X	X	X	X	X	X	X			**419.200**
AR1LB2	2% contribution clients													**0**
AR1LB3	Prime pour les CGA (2%)								X	X	X	X	X	**14.000**
AR1LB4	Adaptation manuel des procédures													**0**
	RESULTAT 2													
AR2LB1	Formation simple			X	X	X	X							**74.900**
AR2LB2	Formation GERME			X	X	X	X	X						**100.800**
AR2LB3	Documentation/fascicules						X							**7.600**
	RESULTAT 3													
AR3LB1	Appel à projet				X	X	X	X	X	X	X	X		**55.250**
AR3LB2	Appel à projet – contribution							X	X	X	X	X		**0**
AR3LB3	Consultation appel à projet													**0**
AR3LB4	Table ronde													**0**
	MOYENS GENERAUX													
ZM0105	Rémunération membres comité de garantie					X			X		X			**2.764**
ZM02	Matériel bureau et informatique, moto et voiture			X	X									**17.000**
ZM03	Carburant, imprimés et fournitures, entretien materiel et voiture, annonces, téléphone et missions (Q2-2009 jusqu'au Q1-2010)				X	X	X	X	X	X	X	X	X	**14.426**
ZM03	Assurance et vignettes pour voiture				X									**652**
ZM05	Frais de gestion PACD							X	X	X	X	X		**9.147**
ZM0601	Audits									X				**5.000**
ZM0602	Evaluation													**0**
ZM0603	Capitalisation													**0**
ZM0604	Consultance ponctuelle (nationale)			X										**2.000**
ZM0605	Consultance ponctuelle (internationale)													**0**
ZM0606	Frais bancaire													**0**
ZM0607	Comité de pilotage (SMCL)			X			X					X		**1.269**
	Total montant													**724.000**

Dans le planning pour 2009, les estimations suivantes ont été faites :

- Composante 1 : Mise à disposition du fonds de garantie à partir d'avril 2009 ;
- Composante 2 : La réalisation de toutes les formations avant la fin du deuxième trimestre;
- Composante 3 : Le lancement du premier appel à projet ;

- Moyens généraux :
  - la réalisation des investissements prévus (matériel bureau et informatique, moto et voiture) ;
  - le fonctionnement (rémunération, les frais de fonctionnement, frais de gestion PACD) ;
  - un audit ;
  - une consultance ponctuelle pour l'élaboration de la convention concernant le fonds de garantie ;
  - 3 SMCL.

8.2 Planning financier de l'année 2009

Financial Planning of MLI0602411

Fin Plan Version:	2009Q1	Prepared on:	17/2/2009
Budget Version:	C01	Prepared by:	Bakary DIAKITE
Donor:	DGD	Approved on:	23/2/2009
Currency:	EUR	Approved by:	Mohamed KONARE

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2009 Q1	Q2	Q3	Q4	Total	2010 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
A LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU			756,9	0,0	756,9	50,0	342,8	253,4	26,7	672,7	84,2	0,0	100%
01 Accès au financement			448,5	0,0	448,5	0,0	209,0	217,7	7,4	434,1	14,4	0,0	100%
01 Fonds de garantie		COGEST	419,2	0,0	419,2	0,0	209,0	210,2	0,0	419,2	0,0	0,0	100%
02 2% Contribution clients		COGEST	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0%
03 Prime pour les CGA (2%)		COGEST	29,3	0,0	29,3	0,0	0,0	7,4	7,4	14,9	14,4	0,0	100%
04 Adaptation du manuel des		COGEST	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0%
02 Accès à la formation			183,4	0,0	183,4	50,0	115,6	17,8	0,0	183,4	0,0	0,0	100%
01 Formation simple 4 jours		COGEST	74,9	0,0	74,9	6,0	62,0	6,9	0,0	74,9	0,0	0,0	100%
02 Formation GERME		COGEST	100,8	0,0	100,8	44,0	46,0	10,9	0,0	100,9	0,0	-0,0	100%
03 Documentation/fascicules		COGEST	7,6	0,0	7,6	0,0	7,6	0,0	0,0	7,6	0,0	0,0	100%
03 Renforcement/promotion du			125,0	0,0	125,0	0,0	18,0	18,0	19,3	55,3	69,8	-0,0	100%
01 Appel à projet		COGEST	110,5	0,0	110,5	0,0	18,0	18,0	19,3	55,3	55,3	-0,0	100%
02 Appel à projet - contribution		COGEST	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0%
03 Consultation appel à projet		COGEST	3,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	-0,0	100%
04 Table ronde "Commerce de		COGEST	11,4	0,0	11,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,4	0,0	100%

Financial Planning of MLI0602411

Fin Plan Version:	**2009Q1**	Prepared on:	17/2/2009
Budget Version:	**C01**	Prepared by:	Bakary DIAKITE
Donor:	DGD	Approved on:	23/2/2009
Currency:	EUR	Approved by:	Mohamed KONARE

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2009 Q1	2009 Q2	2009 Q3	2009 Q4	2009 Total	2010 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
01 Audits		REGIE	5,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	5,0	5,0	0,0	0,0	100%
02 Evaluation (expert national)		REGIE	5,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	100%
03 Capitalisation		REGIE	7,4	0,0	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,4	0,0	100%
04 Consultance ponctuelle (nat)		REGIE	14,9	0,0	14,9	0,0	2,0	0,0	0,0	2,0	12,9	0,0	100%
05 Consultance ponctuelle		REGIE	19,8	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	-0,0	100%
06 Frais bancaire (CTB)		REGIE	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	100%
07 Comité de pilotage		REGIE	2,1	0,0	2,1	0,4	0,4	0,0	0,4	1,3	0,9	-0,0	100%
		REGIE	72,5	0,0	72,5	0,4	5,5	3,0	8,4	17,3	55,2	0,0	100%
		COGEST	802,5	0,0	802,5	50,0	367,4	258,6	31,6	707,6	88,3	6,5	99%
		TOTAL	875,0	0,0	875,0	50,4	372,9	261,6	40,0	725,0	143,5	6,6	99%

9 CONCLUSIONS

9.1 Activités et Finances

En 2008, la principale activité était la signature de la CMO et la tenue de la SMCL de démarrage le 27 mai 2008.

Au niveau de l'exécution aucune activité n'a été réalisée à l'exception d'une rencontre d'information et quelques activités de démarrage (ouverture de comptes, …).

Au niveau des dépenses il n'y a pas de réalisations en 2008.

9.2 Critères de suivi

9.2.1 Efficience

NA

9.2.2 Efficacité

NA

9.2.3 Durabilité

NA

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

La première SMCL du projet au titre de l'année en cours aura lieu en avril 2009.

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

NA

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

NA

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

NA

9.3.4 Autres recommandations

NA

10 ANNEXES

10.1 Cadre logique

Annexe 1 : cadre logique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et risques
OBJECTIF GÉNÉRAL			
Le projet contribuera à améliorer le commerce de détail et à la lutte contre la pauvreté des personnes dans ce secteur au Mali			
OBJECTIF SPECIFIQUE			
Le développement durable du commerce de détail dans une approche de formation des acteurs et d'implication du secteur bancaire est assuré		Rapports d'évaluation, Rapports visites de terrain Rapports du PACD et des CGA	Les différents acteurs et parties prenantes œuvrent ensemble pour le développement du secteur du commerce de détail. Le contexte macro-économique du Mali reste stable ; Le pays ne connaît pas de problèmes politiques majeures ou de sécurité.
RESULTATS			
R.1 Le fonds de garantie garantit des crédits octroyés par les institutions financières aux adhérent(e)s des CGA et aux groupements de femmes.	- Le nombre et le volume de crédits octroyés par les organisations financières aux adhérents des CGA à travers ce projet - Le nombre et le volume de crédits octroyés à des femmes - Le taux de remboursement des crédits octroyés aux adhérents des CGA à travers ce projet (portfolio à risque à 90 jours[32]) - la durée moyenne entre la décision du CGA et le décaissement du crédit par la banque - le nombre de visites de terrain effectués par les différents partenaires	Rapport d'activités du FARE Rapport des banques partenaires du projet Rapport du PACD Manuel de procédures Rapports semestriels du FARE	Les différentes structures impliquées dans ce volet sont opérationnelles (FARE, banques partenaires, CGA, PACD) et acceptent de travailler dans un but commun. En cas de problème ou blocage, les partenaires se concertent pour trouver une solution dans les plus brefs délais. L'information sur le suivi des crédits est échangée entre les différents partenaires impliqués. Risque : Les CGA ne participent pas activement au projet et font appel à d'autres sources de financement hors projet. Les femmes et les plus jeunes sont marginalisés dans les décisions des CGA sur la sélection des dossiers de crédit.

32 Cet indicateur est l'indicateur standard utilisé de plus en plus pour l'évaluation des institutions de microfinance.

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et risques
R.2. Les capacités de gestion des adhérent(e)s des CGA et de son bureau sont renforcées	- Nombre d'adhérents des CGA formés en gestion de base - Nombre des membres du bureau des CGA et membres ordinaires ayant reçu une formation GERME - Niveau de satisfaction des participants à la formation - Délai de traitement des dossiers par le FAFPA	Rapport des formations élaborés par les formateurs Evaluation des sessions par les participants Rapports semestriels du FAFPA	Les CGA sont suffisamment dynamiques pour formuler leurs propres besoins de formation et de contacter des formateurs.
R.3. Des microprojets contribuent à la professionnalisation et la rentabilité du commerce de détail	- Nombre de petits projets formulés par les CGA -Nombre de microprojets financés par le projet - Degré de satisfaction des bénéficiaires des projets -Durée de traitement des dossiers au sein du PACD	Rapport semestriels du PACD Document sur la capitalisation des expériences Système de suivi du PACD	Le PACD profite des contacts réguliers avec les CGA pour les informer et sensibiliser sur l'appel à projets. Les CGA sont bien organisés pour préparer et mettre en œuvre les microprojets - éventuellement avec l'appui d'autres partenaires. Les autorités décentralisées soutiennent les initiatives des CGA dans la mesure où celles-ci touchent à l'environnement du commerce de détail
ACTIVITES	CONTRIBUTION BELGE	CONTRIBUTION MALIENNE	
R1 : Le fonds de garantie garantit des crédits octroyés par les institutions financières aux adhérents des CGA	Fonds de garantie : 275.000.000 FCFA Prime pour CGA : 19.200.000 FCFA	Non-paiement de la commission pour le FARE par les bénéficiaires 18.600.000 FCFA	
R2 : Les capacités de gestion des adhérents des CGA sont renforcées	- formation en gestion de base pour 2160 personnes - formation GERME pour 480 personnes - fascicules : 5.000.000 FCFA	- 12,5% contribution des bénéficiaires de la formation	
R3 : Des microprojets contribuent à la professionnalisation et la rentabilité du commerce de détail	80.000.000 FCFA pour environ 20 à 40 micro- projets (varient de 500.000 FCFA à 4.000.000 FCFA)	10 % contribution des adhérents des CGA	
Z : Gestion du projet	Frais de gestion FARE : 37.692.000 FCFA Frais de gestion PACD : 12.000.000 FCFA Audit/évaluation/capitalisation : 35.440.000 FCFA Aléas et imprévus : 140.000 FCFA	Contribution à temps partiel (1/4) du directeur du FARE et de son adjoint pour le coordination et la gestion du projet Frais de gestion FAFPA : 14.500.000 FCFA	
MONTANT TOTAL	573.962.880 FCFA (89%)	68.363.600 FCFA (11%)	
CONDITIONS PREALABLES			
L'ouverture du compte principal auprès d'une banque commerciale conformément aux dispositions de la Convention Spécifique relative au présent projet.			